



SE-UNSA REIMS  
Maison des syndicats  
15 bd de la paix  
BP149 51055 REIMS cedex  
Rez de chaussée avant l'ascenseur  
03 26 88 25 53

[ac-reims@se-unsa.org](mailto:ac-reims@se-unsa.org)  
<http://sections.se-unsa.org/reims/>



---

## SE-UNSA REIMS - Flash du 24 juin 2011

---

*Merci d'afficher ce flash en salle des profs (utilisez le format. pdf joint) ou transférez-le*

Sommaire :

- 1/ Déclaration des élus du SE-UNSA à la FPMA sur les mutations
- 2/ Mutations : Phase d'ajustement TZR
- 3/ La rentrée 2011 s'annonce chaude : Grève dans l'éducation le 27 septembre
- 4/ Le dernier tour de passe-passe du président...

### 1/ Déclaration des élus du SE-UNSA à la FPMA sur les mutations

Madame la Directrice Générale des Ressources Humaines

Le SE-Unsa réaffirme son attachement à l'examen des mutations, donc des affectations des collègues dans les établissements, dans le cadre des instances paritaires. Nous en profitons pour redire notre opposition à la méthode GRH préconisée pour les établissements CLAIR.

Le SE-Unsa regrette également la communication du projet de mouvement aux collègues. Cette démarche engendre frustration pour ceux qui n'ont pas obtenu satisfaction et incompréhension pour ceux dont l'affectation va changer.

De plus, les affectations des stagiaires à la rentrée 2011 dans les établissements ont à nouveau impacté le mouvement en réduisant sensiblement les possibilités d'affectation des collègues.

La réforme du lycée, qui ne devait se faire à moyens constants, se traduit par la suppression de 33 postes STI nullement compensés par la création de quelques postes spécifiques STI2D (moins de 10).

Les enseignants de physiques appliquées sont également victimes de nombreuses mesures de cartes scolaires. Nous exigeons pour ces collègues tout particulièrement, que des règles claires soient établies.

Plus généralement, le SE-UNSA demande le retour à la charte de la déconcentration de 1999 avec un barème et des règles encadrés nationalement.

Pour finir, nous saisissons l'occasion de cette FPMA pour attirer votre attention sur les conditions de la préparation de la rentrée scolaire 2011.

La chasse budgétaire est menée dans tous les services de l'éducation, dans les rectorats, dans les IA et dans les établissements scolaires.

Actuellement les mesures concrètes se découvrent avec toutes leurs conséquences sur le fonctionnement du service public d'éducation. Cette année encore, le système éducatif champardennais va subir une nouvelle dégradation des conditions de travail de l'ensemble des personnels et par voie de conséquence, une détérioration des conditions d'apprentissages des élèves qui leur sont confiés.

Le SE-Unsa réaffirme son opposition à cette politique et appellera avec une large majorité de la communauté éducative à la mobilisation du 27 septembre 2011.

Nous ne saurions clore cette déclaration sans remercier les personnels administratifs pour leur grande disponibilité. Chacun aura compris que nos critiques exprimées aujourd'hui s'adressent aux décideurs politiques.

### 2/ Mutations : Phase d'ajustement TZR



La phase d'ajustement 2011 concernant les TZR aura lieu les 29, 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet. Il est encore temps de nous faire parvenir votre feuille de suivi de dossier. Alors n'hésitez pas.

Nos commissaires paritaires vous avertiront dès la sortie de commission.

Fiche de suivi > <http://sections.se-unsa.org/reims/spip.php?article452>

### 3/ La rentrée 2011 s'annonce chaude : Grève dans l'éducation le 27 septembre

L'UNSA Education, le Sgen-Cfdt, la Fsu et la Ferc-Cgt appellent les personnels de l'Éducation nationale et de l'enseignement agricole public à se mettre en grève le 27 septembre. Depuis 2007, le ministère de l'Éducation nationale a supprimé plus de 52000 postes. Le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux met l'École publique à genoux, ne lui permettant plus d'assurer ses missions de service public.

#### **Communiqué des fédérations syndicales de l'éducation UNSA Education - SGEN-CFDT - FSU - FERC-CGT**

Depuis quatre ans, le ministère de l'Éducation nationale a supprimé plus de 52 000 postes. Le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux met l'École publique à genoux, ne lui permettant plus d'assurer ses missions de Service public. Ce dogme ne permet plus aux personnels d'exercer leur métier avec sérénité et professionnalisme.

Les personnels de l'Éducation, les parents et les jeunes se sont mobilisés régulièrement au cours de cette année pour dénoncer les 16 000 nouvelles suppressions de postes effectives à la prochaine rentrée scolaire alors même que plus de 60 000 élèves supplémentaires sont attendus.

Ces suppressions associées au manque d'ambition éducative dégradent encore plus les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels.

Dans ce contexte, la campagne publicitaire sur les recrutements lancée par le ministre de l'Éducation nationale sonne comme une provocation d'autant que la préparation du prochain budget prévoit de nouvelles suppressions d'emplois et n'affiche d'autre objectif pour le système éducatif que la recherche d'économies.

Si le gouvernement cherche à tromper l'opinion en affirmant sans cesse, comme si cela pouvait convaincre, que l'on peut faire "plus avec moins", la France reste un des pays qui investit le moins dans son éducation et donc dans l'avenir.

En plus de la question fondamentale des postes, la politique éducative, l'avalanche de mesures inadaptées, incohérentes et précipitées maintiennent un système éducatif inégalitaire qui ne permet pas de lutter réellement contre l'échec scolaire.

La nécessité d'une toute autre politique éducative passe aussi par un budget plus volontaire. Pour cela, les organisations FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA Education appellent les personnels de l'Éducation nationale et de l'enseignement agricole public à se mettre en grève le 27 septembre prochain. Elles exigent l'arrêt des suppressions d'emplois, une autre logique pour le prochain budget et une transformation démocratique du système éducatif afin d'assurer la réussite de tous les élèves.

Aujourd'hui plus que jamais, notre pays a besoin d'un système éducatif qui s'attaque réellement aux inégalités scolaires et traite la situation des élèves en grande difficulté. D'autres choix pour la réussite de tous les jeunes sont nécessaires afin que l'École remplisse les objectifs d'une École démocratique, ambitieuse et émancipatrice.

Communiqué du vendredi 10 juin 2011.

### 4/ Le dernier tour de passe-passe du président...

Difficile de ne pas réagir aux récents propos de Monsieur Sarkozy annonçant pour 2012 un moratoire sur les fermetures de classes à l'École primaire, tout en maintenant par ailleurs le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux.

Ce tour de passe-passe tactique à double détente peut-il encore leurrer quelqu'un ?

Dans un premier temps, il calme les réactions virulentes des élus de terrain à la veille d'élections sénatoriales disputées. Dans un second temps, il dégage le paysage électoral de toutes contestations intempestives lors des opérations de carte scolaire, en février 2012, à un jet de pierre de la présidentielle.

Il s'agit là d'une classique opération politicienne de déminage électoral. D'éducation, d'amélioration du système éducatif, de prise en charge de la difficulté scolaire, il n'est évidemment pas question. Alors que l'École de la République mérite toutes les attentions, le Président poursuit son œuvre d'affaiblissement.

***Pour le SE-Unsa, notre système éducatif constitue un ensemble cohérent. Jouer avec le principe des vases budgétaires communicants en faisant porter sur le second degré, ou sur le « plus » pédagogique du premier degré, les 16.000 suppressions d'emplois déjà prévues pour 2012 est destructeur. C'est la raison pour laquelle le SE-Unsa appelle d'ores et déjà à une journée de grève le 27 septembre, au moment du débat budgétaire, pour infléchir ces choix.***

#### **Vos contacts au Se-UNSA :**

Jean-Michel ALAVOINE, Secrétaire académique 03.26.88.25.53

Francis GRENET, Secrétaire Académique adjoint, en charge du second degré et élu CAPA 06.88.30.23.74

Hamdy OULD AMAR, Sandrine LEFEVRE, Sylvie GANTHIER, Jérôme BOUINOT et Philippe GARET, élu(e)s en CAPA Certifiés

Patrice BARTHELEMY et François CARRE, élus en CAPA PLP

Didier VANOTTI et Gérard COSTE, élus en CAPA PEGC

Miloud BEN AMAR et Laurent PINOT, élus en CAPA CPE

Antonio SATURNO et Sandrine BAGUET, élu(e)s en CCP Enseignants non titulaires

Smaïn AFARTOUT et Mélanie CARTON, élu(e)s en CCP Non enseignants, non titulaires

*Le SE-UNSA ne vit et ne peut vous informer et vous défendre que grâce aux cotisations de ses adhérents.  
Soyez solidaires, n'hésitez pas à nous rejoindre .... j'adhère > <http://sections.se-unsas.org/reims/spip.php?article109>  
Pour vous désinscrire de la lettre électronique, envoyez un mail en retour*

